

## **Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ressources humaines**

#### **Présents :**

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

#### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

## **Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La protection fonctionnelle des agents est définie à l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : « A raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie, dans les conditions prévues au présent article, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire ».

Le 20 décembre 2012, la Cour administrative d'appel de Versailles avait jugé que le conseil municipal était compétent pour se prononcer sur une demande de protection fonctionnelle d'un élu faisant l'objet de poursuites pénales (CAA Versailles, 20 déc. 2012, n°11VE2556).

A la suite de cet arrêt, plusieurs réponses ministérielles ont interprété cet arrêt en considérant que le conseil municipal était compétent pour se prononcer non seulement sur les demandes de protection fonctionnelle des élus mais également sur celle des agents (QE, n° 25552, du 30/04/2013 et QE, n° 7864 du 21/11/2013)

Le tribunal administratif de Montreuil est revenu sur cette interprétation en jugeant que seul le maire était compétent, en application de l'article L. 2122-18 du CGCT, pour octroyer la protection fonctionnelle aux agents (TA n°1501441 et 1501443 du 17/11/2015):

Le Conseil d'Etat ne s'étant pas prononcé sur cette question, la commune de Montpellier a continué d'octroyer la protection fonctionnelle aux agents par délibération.

Cependant, par courrier en date du 9 octobre 2018, le Préfet de l'Hérault a demandé le retrait de la délibération d'octroi de la protection fonctionnelle du 27 septembre 2018 au motif que seul le maire est compétent. Les protections fonctionnelles des agents doivent être désormais octroyées par arrêtés individuels.

Il convient donc de retirer la délibération n°V2018-353 du 27 septembre 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De retirer la délibération n°V2018-353 du 27 septembre 2018.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 12 décembre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181130-65612-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 11/12/18  
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.